

# L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE NE DOIT PAS FAIRE OUBLIER SON OBJECTIF PREMIER : LA BONNE SANTÉ DE LA POPULATION !



Communiqué de presse  
13 juin 2018

Tout le monde se félicite du retour à l'équilibre du budget de la Sécurité sociale. Mais les économies de ces dernières années, ce sont les usagers qui en supportent *in fine* les conséquences délétères. La mauvaise répartition des personnels médicaux et para-médicaux sur le territoire ainsi qu'entre les différentes structures et services de prise en charge, et leur nombre notoirement insuffisant dans des contextes de plus en plus nombreux, participe entre autres causes aux dysfonctionnements de notre système de santé.

## Quatre événements récents en sont une illustration :

- Plusieurs « événements indésirables graves » qui ont fait l'objet de reprises médiatiques au cours des derniers mois au sein des SAMU / SMUR et qui, du fait de leur répétition, ne peuvent que nous interroger sur les carences du dispositif des urgences.
- La situation dans les EPHAD qui se caractérise trop souvent par une maltraitance involontaire subie par nos personnes âgées dépendantes du fait des sous-effectifs dans de nombreux établissements.
- L'état des lieux souvent dramatique du secteur psychiatrique et du manque moyens notamment humains lui étant consacrés, dont une manifestation radicale a trouvé son expression dans la grève de la faim des infirmiers de Saint-Étienne-du-Rouvray.
- L'augmentation de 20 % des infections postopératoires, révélées par l'Enquête nationale de prévalence des infections nosocomiales et des traitements anti-infectieux en établissements de santé (France, mai-juin 2017) rendue publique par Santé publique France le 4 juin 2018.

Nous resterons donc très vigilants sur le maintien de moyens suffisants pour la santé et surtout sur les dispositions permettant d'améliorer leur bonne affectation. La seule vision budgétaire à court-terme de notre santé n'est pas admissible et notre combat sera toujours l'accès à des soins de qualité pour tous.

Dans cette optique, un équilibre budgétaire qui reposerait sur un transfert de charges vers les complémentaires santé reste, pour nous comme pour la très grande majorité de nos concitoyens, aussi inacceptable aujourd'hui qu'il l'était hier. Dans le cas où nos dirigeants n'en seraient pas convaincus, il leur suffit de se remémorer la réaction unanime contre la proposition du candidat Fillon de confier le « petit risque aux complémentaires » lors de la dernière campagne présidentielle.